Melber, Henning (ed.). — *Re-examining Liberation in Namibia. Political Culture since Independence*

Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2003, 149 p.

Ingolf Diener

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4703>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.4703

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 473-476

ISBN : 978-2-7132-1823-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Ingolf Diener, « Melber, Henning (ed.). — *Re-examining Liberation in Namibia. Political Culture since Independence* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 173-174 | 2004, mis en ligne le 08 mars 2007, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4703> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.4703>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Melber, Henning (ed.). — *Re-examining Liberation in Namibia. Political Culture since Independence*

Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2003, 149 p.

Ingolf Diener

- 1 Que sont devenus les mouvements de libération nationale d'Afrique australe qui, au terme d'une lutte armée prolongée, sont arrivés au pouvoir légitime et ont, depuis, occupé l'appareil d'État ? Sur quelles transformations politiques, sociales et économiques ont-ils ou n'ont-ils pas débouché ? Qui du comment et du pourquoi ? C'est à ce questionnement qu'a cherché à répondre le North Africa Institute par un projet de recherche en 2001 (www.nai.uu.se). Les analyses portant sur la stratégie et les enjeux de la lutte armée en Afrique du Sud ont été publiées dans un ouvrage à part¹, tout comme celles concernant les pays autres que la Namibie². Le présent ouvrage réunit neuf contributions consacrées à la Namibie. Centré sur les aspects politiques et la question des droits de l'être humain, il rassemble des approches différentes et ouvre sur nombre de perspectives, notamment historiques et anthropologiques. Une excellente bibliographie intégrée fait de l'ouvrage un bon outil pour le chercheur, et en dehors de quelques phrases maladroites, le texte se lit bien.
- 2 Le réseau de la recherche s'affiche dès la couverture. Deux enfants noirs sourient devant une affiche appelant à célébrer l'anniversaire de l'indépendance. Sur fond du passé commémoré, d'un côté, par la statue équestre du troupier de l'Allemagne coloniale qui avait réprimé la lutte anti-coloniale par un génocide (1904-1907), statue trônant toujours en plein centre-ville de la capitale Windhoek, et, de l'autre, une géante statue en bronze du soldat inconnu de l'armée populaire de libération de la Namibie en train de lancer une grenade, érigée sur le Champ des Héros, à la sortie sud de la capitale, par l'équipe nord-coréenne qui réédite ainsi, en 2002, son *Heroes' Acre* aménagé à Harare des années plus tôt. L'ancien comme le nouveau se montrent : même monumentalisme, même volonté de puissance, même glorification du militaire : quel avenir démocratique pour les jeunes Namibiens ?

- 3 Les auteurs, pour la plupart namibiens ou sud-africains, avaient tous pris fait et cause pour la lutte de libération. Après une première décennie d'indépendance, ils considèrent que faire le point publiquement par l'analyse critique est la meilleure manière d'être loyal, peut-être pas envers des organisations mais certainement par rapport aux concepts, valeurs et engagements jadis mis en avant par celles-ci. Manière aussi d'anticiper les reproches et autres anathèmes que les cercles dirigeants de la swapo, ancien mouvement de libération nationale mu en parti politique gouvernemental très majoritaire, ne manqueront pas de leur adresser. Le style de débat pratiqué par la swapo et à commencer par son président Sam Nujoma, chef de l'État, est en effet devenu rude et manichéen au fil des ans.
- 4 Plusieurs auteurs rappellent la particularité namibienne. Suite à la double colonisation allemande puis sud-africaine, celle-ci sous couvert de la sdn, la décolonisation, sans cesse retardée, a été longuement négociée et enfin réalisée dans le cadre onusien. Pour prix de l'indépendance, la swapo a dû consentir le maintien de la structure socio-économique créée par un siècle de colonisation de peuplement et près d'un demi-siècle d'apartheid, puis dû renoncer à sa conception centralisatrice de l'État. Dans le chapitre introductif, Melber rappelle que l'assemblée constituante de 1989/1990 n'avait donc pas débattu des questions de propriété, notamment foncière (p. 16). Ainsi, le dernier pas vers la souveraineté nationale a des aspects d'un « pacte entre élites » : la swapo fournira la nouvelle élite politique mais n'aura pas les moyens de toucher au statut des élites économiques bien établies. Melber montre comment la swapo ne cesse de prendre du poids électoral, en pourcentage en tout cas, frôlant la majorité des trois quarts dès 1994. Et en même temps, les disparités socio-économiques se maintiennent, voire se creusent encore, nonobstant les efforts du gouvernement notamment en matière d'éducation et de santé. Les buts affichés du temps de la lutte anti-coloniale, qui en Namibie se confondent avec la lutte anti-apartheid, sont compromis voire abandonnés au fur et à mesure qu'émergent les intérêts d'une nouvelle élite. William Heuwa (pp. 25-33) rappelle ces objectifs, en matière de démocratie également, dans son chapitre sur l'activité d'information et de propagande de la swapo en exil.
- 5 Mais d'où vient cette crispation particulière dans la culture politique namibienne, avec tendance à l'autocratie, que Melber passe en revue (pp. 18-23) ? Sur fond de polémique contre les forces « non-patriotiques », « déloyales », etc. sont malmenés, entre autre, la presse indépendante du parti, les homosexuel(le)s, l'indépendance de la justice... et est félicité Mugabe pour sa victoire électorale, pourtant frauduleuse. Et quant au *Nepad*, le nouveau Premier ministre Ben Gurirab a promis « aux poubelles de l'histoire » sa dimension de bonne gouvernance que doit assurer par le collège des chefs d'État : « C'est une maladie mortelle » (p. 23). La source en est certainement ce que la swapo s'obstine à cacher derrière ce « mur du silence », à savoir son passé autoritaire en exil et le fait que les contestataires internes étaient considérés comme des espions, torturés ou assassinés. « Qui a tué les 700 détenus manquants de la swapo ? » Cette manche du *Mail & Guardian* sud-africain (26 mai 2000) ouvre le chapitre de Saul et Leys³ sur la lutte menée par les anciens détenus pour que la vérité soit enfin rétablie comme base d'une réconciliation nationale réelle. Jusqu'ici, la swapo s'est réfugiée dans la confusion entre amnésie et amnistie.
- 6 Ce n'est pas dans l'autobiographie du président Nujoma⁴ que l'on trouvera des éclaircissements sur toutes ces questions. Ni en ce qui concerne les combats qui ont opposé aux forces sud-africaines des troupes d'élite de la swapo infiltrées au Nord

namibien le jour J de la période de transition (1^{er} avril 1989). D'après Saunders (pp. 87-98), l'ouvrage parle beaucoup de la swapo et peu de son auteur, il est partial et sélectif dans son approche, à usage polémique. Mais révélateur de la manière dont Nujoma se perçoit lui-même et le sens de son combat, à savoir que libération nationale égale indépendance internationale et la swapo au pouvoir.

- 7 Le rapport au passé est également au centre de l'article de Kössler (pp. 99-112) qui explore comme nouveau thème de recherche les rapports entre construction de la nation et mémoire collectif. En suivant Ernest Renan : quoi commémorer, et quoi oublier ensemble ? Jusqu'à présent, le paysage, urbain comme rural, est fortement marqué par le passé colonial allemand, potentiel attrait pour touristes allemands nostalgiques. Mais ce monopole est contesté, et à côté de la culture commémorative organisée par l'État se profilent des initiatives plus régionales ou locales tout en intégrant des aspects nationaux, venant de la société civile et en train de façonner leurs propres traditions.
- 8 Une constitution acclamée comme modèle pour l'Afrique, mais les partis censés la faire vivre sont les institutions les moins démocratiques de Namibie (p. 16). Si tolérance et acceptation entre ethnies semblent avancer, d'après les sondages cités par André du Pisani (pp. 129-136), il n'en est pas forcément de même pour l'opposition politique. Comparée à d'autres pays de la région, la Namibie tient la lanterne rouge en matière de convictions démocratiques (p. 21). S'interrogeant sur les rapports entre lutte de libération et constitutionalisme au Zimbabwe et en Namibie, Bukurura (pp. 34-46) fait ressortir que par le passé, l'appareil de justice avec son personnel était un rouage essentiel dans la bonne administration de l'oppression coloniale et n'avait jamais remis en question l'apparent bien-fondé de l'apartheid. Les textes de loi et même constitutionnels sont à leur tour encore largement perçus comme source d'oppression (p. 39). Dans ce contexte, décrédibiliser la justice indépendante n'est pas difficile, et créer une culture de constitutionalisme est un combat de longue haleine.
- 9 Ce déficit se fait aussi sentir dans les rapports entre le pouvoir d'État et les « peuples indigènes » luttant pour leurs droits. Clement Daniels (pp. 87-98) rappelle que la constitution n'en fait pas mention et que la Namibie n'a signé aucune convention en la matière. Et « indigène » n'y signifie encore guère autre chose que descendance non européenne. L'article évoque en détail le conflit opposant la communauté himba du Nord-Ouest namibien, bien organisée, et l'État qui voudrait faire construire sur leurs terres un barrage hydroélectrique. C'est au début le manque d'information claire et le comportement autoritaire des officiels qui a déclenché la spirale de méfiance. En revanche, la communauté san (dit aussi bochimén) est très dispersée et toujours peu organisée, ce qui handicape les efforts du gouvernement qui les a bien inclus dans sa politique nationale de réinstallation. La panne de la réconciliation nationale au Caprivi (dissidence armée et répression au mépris des droits de l'humain), nombre de San, rudoyés, ont fui au Botswana. Et, au moment de la reconnaissance officielle des communautés traditionnelles, le groupe des Kxoe a prestement été réclamé, comme partie intégrante, par chacune des deux communautés voisines. Un statut toujours précaire.
- 10 Aucune identité nationale ne saurait se développer sans déconstruction préalable de l'Histoire. Minette Mans (pp. 113-128) engage cette réflexion en suivant ses observations anthropologiques : la musique à la fois comme révélateur de structures sociales et comme enjeu de (dé)ségrégation, et de mémoire aussi. Que veut dire

diversité culturelle dans l'unité ? Elle constate avec un humour amer que le pouvoir namibien n'a que faire de l'idée d'une nation arc-en-ciel. Impulsée par le milieu des artistes, sa politique culturelle consiste surtout à renforcer le contrôle au sein du ministère. Plutôt prompts à censurer, les représentants du pouvoir ne refusent pas l'encensement public.

- 11 Il manque les deux articles devant traiter des questions de genre. Autre regret, la question du sida aurait également mérité un développement dans le contexte de l'ouvrage.

NOTES

1. Martin Legassick, *Armed Struggle and Democracy. The Case of South Africa*, Uppsala, Nordic Africa Institute, Discussion Paper n° 20, 2002.
2. *Journal of Contemporary African Studies* (vol. 21, n° 2), ou encore South African Human Sciences Research Council, *Limits to Liberation in Southern Africa. The Unfinished Business of Democratic Consolidation*, Pretoria, 2003.
3. Coordinateurs du remarquable ouvrage collectif *Namibia's Liberation Struggle: The Two-Edged Sword*, London, James Currey ; Athens-Ohio, Ohio University Press, 1995.
4. Sam Nujoma, *Where Others Wavered : The Autobiographie of Sam Nujoma*, London, Panaf, 2001.